

# A PROPOS DU CONGRÈS FORCE-OUVRIÈRE: QUE FAIRE?...

Une société dont le moteur fut l'économie basée sur le profit et qui distribua la plus-value dans le désordre et l'arbitraire est en train de mourir. Une autre va naître dont l'économie planifiée hissera au pouvoir une nouvelle classe, la classe des techniciens, et qui établira la répartition de la plus-value suivant une hiérarchie savante, rigide et définitive qui supprimera cette marge qui permettait l'aventure économique, l'aventure de l'esprit, l'aventure révolutionnaire. Cette transformation, comme toutes celles qui l'ont précédée dans l'histoire, se fait insensiblement et seul le recul du temps pourra fixer la date arbitraire qui permettra de la situer dans l'histoire.

Et c'est justement ce flou dans lequel s'opère cette mutation économique, qui, par voie de conséquence, va créer une société nouvelle dont l'éthique et l'esthétique seront profondément modifiées, qui explique ce malaise qui agite les organisations syndicales au plus profond d'elles-mêmes, alors qu'il ne provoque encore pour l'observateur de l'extérieur que des rides de surface.

Ce mouvement de la société mourante à la recherche de bases politiques pour enserrer l'économie nouvelle en gestation, enjambe les syndicats, les partis, les philosophies, les nations et prend un caractère universel. Et on assiste à une convergence des économies, capitalismes traditionnelles et communistes vers un système d'économie technocratique et c'est à l'abri des mots qui s'opposent et camouflée par des philosophies qui se combattent que se soude cette unité économique de fait. Lorsque les mots usés tomberont d'eux-mêmes, lorsque les philosophies déchirées laisseront voir l'envers du décor, le monde étonné verra s'épanouir une nouvelle économie, et une nouvelle classe dominante qui à New-York comme à Moscou sera dotée de structures identiques.

## Confusion des genres

J'ai dit plus haut que cette transformation profonde de l'économie et de la société qui l'enserre enjambait l'organisation syndicale. Mais celle-ci est cependant sensible à ce mouvement économique qu'elle ressent d'ailleurs plus d'instinct que de raison. C'est ce qui explique les convulsions qui la secouent et qui se traduisent par deux courants qui la déchirent et mettent en cause son unité. Le premier de ces courants est composé d'hommes qui ont senti le vent et qui se précipitent pour prendre le train en marche. Sous prétexte de s'adapter aux temps nouveaux, ils sont obligatoirement conduits, quelle que soit la phraséologie qu'ils emploient pour justifier leur démarche, à l'intégration de l'État, car l'État sera le commun dénominateur de toute expérience technocratique qu'elle soit née à l'Est ou à l'Ouest. Le second courant entend livrer le combat contre la technocratie en conservant à l'organisation syndicale son caractère de classe et sa finalité gestionnaire.

Bien sûr, un certain nombre de militants syndicalistes se proposent de livrer ce combat contre la technocratie à l'intérieur même de l'État et de ses rouages par l'intermédiaire des partis politiques. Soyons sérieux, les partis politiques, aussi divisés que l'organisation syndicale, feront eux-mêmes les frais du centralisme technocratique. En réalité, les partis et en particulier celui qui oriente la C.G.T. ne songent pas à enrayer l'évolution vers l'économie technocratique, mais tout simplement à placer leurs hommes par l'intermédiaire de l'organisation syndicale, afin d'être dans le coup et dans l'espoir de voir leurs militants former les cadres de la nouvelle classe dirigeante.

Et ce sont ces perspectives qui expliquent le clivage de la C.G.T.-F.O. que je signalais dans mon dernier article et qui gagne les grandes tendances organisées. On pourrait penser que la démarcation entre les deux grands courants qui vont s'affronter au cours de notre Congrès sont simples. Un esprit superficiel aurait tendance à voir d'un côté des militants pour qui le syndicat n'est que l'accessoire, le parti étant chargé de régler à travers les rouages de l'État, les aspirations des travailleurs; et de l'autre côté des militants

syndicalistes pour qui l'action du syndicalisme doit rester en dehors de l'État et des partis et trouver dans sa doctrine les formes non seulement de lutte contre la classe dirigeante mais également les structures de gestion de l'économie moderne. Détrompons-nous. La confusion qui préside à la disparition d'une économie et à la naissance d'une autre se répercute dans toute l'organisation syndicale.

## Le rapport confédéral

J'ai devant les yeux le rapport de la *Commission exécutive* F.O. qui traite du syndicalisme dans le monde moderne et qui est certainement le plus important de tous les rapports qui seront présentés au Congrès, en tout cas celui qui suscitera les discussions les plus passionnées. Dans le préambule de ce rapport, excellent d'ailleurs, la *Commission exécutive* condamne les structures économiques actuelles et déclare «*qu'on ne peut rien attendre de l'État qui n'est que la superstructure*», et plus loin le rapport rappelle les principes inscrits dans la *Charte d'Amiens*. Ce préambule compose une page d'un texte qui en comprend une cinquantaine. Les autres pages sont toutes consacrées à la revendication immédiate, à l'amélioration de certains rouages de l'État (dont on n'avait rien à attendre plus haut, disait-on!). Rien n'est dit sur les structures qui propose l'organisation pour remplacer les structures de l'État capitaliste. Et on assiste à ce paradoxe, que la *Commission exécutive* qui nous met en garde contre l'État, contre l'économie actuelle et, dans une certaine mesure, contre l'intégration, va devoir, pour réaliser ses objectifs revendicatifs, soit attendre la bonne volonté du gouvernement, soit s'intégrer aux rouages de l'État et par conséquent participer à l'évolution de l'économie vers la technocratie. La Confédération qui avait, à juste titre, mis l'accent sur les dangers d'une planification autoritaire au sommet, va s'y trouver associée à travers des organismes comme les *Comités d'expansion*, le *District parisien*, le *Conseil économique*. Et même si au sein de ces organismes elle joue un rôle de contestation, sa présence même assurera leur consécration en tant que rouages de la centralisation technocratique. Voilà certes un exemple de confusion et d'incohérence et il est clair que F.O., contestant l'État et son économie, aurait dû proposer une économie différente et autour de cette économie une organisation des structures différentes.

On trouve la même incohérence dans la motion votée par la puissante *Fédération des fonctionnaires*. Dans son dernier Congrès, celle-ci a rappelé avec une vigueur surprenante les objectifs du syndicalisme, la suppression du salariat, la nocivité de l'État, l'indépendance syndicale. Et pourtant aussitôt après les fonctionnaires lancent un appel pour l'entente des groupes politiques afin de réaliser ces objectifs. Or, Mitterrand, les *Clubs*, le *Parti communiste* et le *Parti socialiste* au pouvoir, c'est l'accentuation du glissement de l'économie vers la technocratie, avec en plus une belle bagarre en perspective pour s'assurer les commandes de la nouvelle classe dirigeante. C'est en tous les cas, l'organisation syndicale réduite à faire digérer l'économie nouvelle au monde du travail, comme cela s'est produit en Russie et comme cela se produit en Angleterre.

Pourtant, ni les militants qui ont rédigé ce rapport, ni les dirigeants qui animent la *Fédération des fonctionnaires* ne sont des technocrates. Ce sont des démocrates, des syndicalistes réformistes, qui, souvent, font passer les intérêts de leurs partis, lorsqu'ils appartiennent à un parti, après ceux de l'organisation syndicale. Ils forment ce gros courant majoritaire à qui on peut reprocher beaucoup de choses bien sûr, mais qui est farouchement hostile au *centralisme technocratique*. Mais cantonnés dans leurs perspectives médiocres, au jour le jour, incapables d'originalité économique, pouvant faire de la *Charte d'Amiens* autre chose qu'un vœu pieux, ils en sont réduits, pour faire triompher leurs revendications, à agripper autour d'eux tout ce que leur tendent les partis et l'État. S'ils n'y prennent garde ils vont s'engouffrer dans la ratière que leur tend le syndicalisme dit «*moderne*» et il ne leur restera plus alors que le privilège de toucher les écrouelles.

Je sais bien qu'on ne construira pas une organisation syndicale capable de s'opposer à une économie, dirigée par des technocrates, en hurlant des formules devant des cénacles. Le problème sera réglé dans les ateliers, sur les chantiers, dans les bureaux, par les salariés prenant conscience du danger et faisant pression sur les cadres syndicaux de façon à freiner le glissement vers l'intégration et ensuite à les pousser dans la voie gestionnaire et révolutionnaire. Mais il est certain que l'attitude que prennent les militants au cours d'un Congrès de l'importance de celui de F.O. doit avoir des répercussions sur l'évolution de la mentalité ouvrière dans les tôles. Il nous faut donc très clairement dégager, non pas les revendications journalières, mais les grandes options qui devront réunir les syndicalistes qui veulent sauver la seule organisation syndicale qui ne soit pas acquise aux partis politiques fourriers de la technocratie.

## La digue

Il est exact que la situation politique concerne tous les travailleurs. L'organisation syndicale suit l'évolution économique et politique et par des pressions appropriées de caractère syndical, elle essaie de les

infléchir. Mais ce que refuse l'organisation syndicale c'est de se déterminer sous la pression d'un groupe politique de l'intérieur. Ce que refuse l'organisation syndicale c'est de se déterminer sous la pression d'organisations politiques au gouvernement, ou aspirant à y entrer.

L'organisation syndicale sait bien qu'elle n'a rien à espérer de l'économie actuelle ou de l'État (préambule au rapport confédéral). Si elle lutte pied à pied pour défendre et élargir les avantages acquis, elle propose une refonte des structures économiques dans la voie tracée par le plan de la C.G.T.-F.O. adopté pas nos Congrès.

L'organisation syndicale traite directement avec l'organisation patronale, les ministères de tutelles, les services appropriés de tout ce qui concerne les salariés sans se perdre dans des Comités ou des Commissions qui sont des organismes de régularisation d'une économie qu'il convient de supprimer.

L'organisation syndicale consciente que la relève de l'économie capitaliste libérale par le centralisme technocratique s'opère par l'intermédiaire des directions salariées, des cadres et des techniciens louchant une plus-value sous la forme d'un sur-salaire s'engage à lutter pour réduire d'abord et supprimer ensuite une hiérarchie des salaires qui est un scandale permanent.

C'est autour de ces grandes options que les tendances doivent s'affronter au prochain Congrès de la C.G.T.-F.O. Ne nous y trompons pas, malgré tous ses défauts, la confédération est le seul endroit où le combat puisse se mener. La C.G.T. est déjà gagnée au *centralisme technocratique* et plus que n'importe quelle organisation réactionnaire, elle a contribué et elle contribuera à creuser le fossé entre le revenu de l'ouvrier et celui du cadre, espérant bien voir la nouvelle expérience économique se constituer autour d'elle. La C.F.D.T., elle, est par essence perméable à toutes les hiérarchies. L'alignement de F.O. sur les autres organisations sonnerait le glas du syndicalisme de luttes de classe.

Au prochain congrès de F.O., il nous faudra poser les problèmes économiques et sociaux de façon à dissiper la confusion dangereuse qui règne aujourd'hui dans le mouvement ouvrier; il nous faudra nous souvenir que mieux que la phraséologie qui ne veut plus dire grand chose, c'est l'attitude prise par les délégués lorsque se poseront les problèmes de l'intégration et celui de la collaboration avec les groupes politiques, problèmes qui sont intimement liés et dont va dépendre l'avenir de la dernière des grandes organisations syndicales qui dans ce pays peut encore prétendre à ce titre.

**Maurice JOYEUX.**

---

(1) En quelques jours, le prix des terres visées par le projet augmenta de 100%!

(2) Le 3 mars, six dirigeants syndicaux étaient arrêtés; le 5, l'armée occupait les mines de Chuquimata pour empêcher la grève de solidarité des travailleurs avec leurs camarades de la mine *El Teniente*, qui en étaient à leur deuxième mois de